

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 20 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYND MIXTE DU LAC D ANNECY

LES ILES 7 rue des TERRASSES

BP 39 - 74960 Annecy

Références : 20230526-RAP-InspectionUveSila

Code AIOT : 0006104565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mai 2023 dans l'établissement SYND MIXTE DU LAC D ANNECY implanté 310 route du champ de l'Ale 74650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur plusieurs dispositions réglementaires relatives à l'exploitation de l'outil industriel et en particulier sur le rapport de base et le dossier de réexamen remis par l'exploitant dans le cadre de l'application de la directive IED .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND MIXTE DU LAC D ANNECY
- 310 route du champ de l'Ale 74650 Chavanod
- Code AIOT : 0006104565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur de Chavanod est réglementé par arrêté préfectoral du 11 août 2022 pour :

- l'incinération de déchets non dangereux, sous le régime de l'autorisation,
- le transit de déchets non dangereux stockés en balles, sous le régime de l'enregistrement,
- l'exploitation d'une déchetterie pour les professionnels, sous le régime de la déclaration.

Depuis le 1er janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

La visite du 26 mai 2023 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspections de la DREAL.

Rappelons que l'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- certains éléments du rapport de base et du dossier de réexamen transmis par l'exploitant,
- la gestion des produits et des déchets pulvérulents dans l'établissement,
- la gestion des effluents liquides,
- la mise en place de l'enregistrement vidéo des déchargements de déchets.

2. Constats

2-1. Introduction - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats - Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est précisée ci-après.

Les fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
3	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 2.4.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Surveillance des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 3.6.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71
2	Gestion des produits pulvérulents	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article 1
5	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 11/08/2022, article Annexe 3
6	Contrôle vidéo des déchargements de déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 Points I et II
7		Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 Point IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis dans les fiches jointes, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions correctives suivantes :

Sous une semaine

- transmettre ce qu'il considère constituer le périmètre IED à la fois au titre du dossier de réexamen et au titre du rapport de base,
- confirmer sous une semaine que lors des dépotages de bicarbonate les événements du stockage sont sous surveillance vidéo,
- confirmer sous une semaine l'ouverture d'un journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Des dispositions devront en outre être prises pour respecter les durées maximales réglementaires d'indisponibilité.

Sous un mois

- fiabiliser la mesure du débit au point de mesure du débit de la plateforme nord de mâchefers,

Sous trois mois

- établir et transmettre une solution technique permettant de garantir le traitement de l'intégralité des eaux pluviales de la plateforme de mâchefers nord et des voiries attenantes, même en cas de fortes pluies.

Dans ce cadre, les moyens suivants devront en particulier être examinés :

- instrumentation du bassin pour déterminer la fréquence des rejets sans traitement des eaux pluviales et les volumes d'effluents concernés,
- anticipation de la libération d'une partie de la plateforme nord de mâchefers afin de réduire les débits d'eau collectés dans le bassin à seuil,
- augmentation du débit du pompage des eaux du bassin à seuil dans le décanteur,
- fiabilisation du système de pompage par des moyens redondants. Cette solution technique sera accompagnée d'un planning de réalisation qui ne devra pas s'achever au-delà de la fin de l'année 2023.

Par ailleurs nous demandons également à l'exploitant de :

- veiller à transférer régulièrement les mâchefers de la plateforme nord vers la plateforme sud dont les eaux sont traitées par un système plus performant constitué de 2 décanteurs en cascade,
- former très rapidement les agents d'exploitation à l'utilisation du système d'enregistrement

vidéos des déchargements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Article R.515-71 du code de l'environnement
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les 12 mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. ...
Constats : Suite à la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne, le 3 décembre 2019, de la décision de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, le SILA a transmis un dossier de réexamen du 9 octobre 2020. Ce document a été complété par un rapport de base du 8 avril 2021. Le dossier de réexamen suscite plusieurs demandes, transmises à l'exploitant le 5 mai dernier, auxquelles il a apporté les réponses suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Demande : le dossier de réexamen précise que le périmètre IED est constitué du "périmètre de l'installation" alors que le rapport de base définit un périmètre plus restreint sur un plan. Réponse : l'exploitant nous a indiqué qu'il allait faire le point sur ce sujet mais qu'à son sens, le périmètre défini sur le plan dans le rapport de base pouvait correspondre à celui désigné dans le dossier de réexamen,• Demande : dispose-t-on des résultats des premières analyses d'émissions de dioxines brômées annoncées dans le dossier de réexamen. Réponse : l'exploitant nous a remis en séance le rapport du 14 décembre 2020 faisant suite à un contrôle d'octobre 2020 mettant en évidence une concentration en PBDD/F de 0,05 ng/Nm³ sur la ligne 1 et de 0,006 ng/Nm³ sur la ligne 3.• Demande : le dossier de réexamen montre que les limites de rejets prescrites par la directive européenne relative aux MTD pour l'incinération de déchets, du 12 novembre 2019, et par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 sont respectées sur la ligne 3. En revanche, l'exploitant n'avait pas suffisamment de recul lors de l'établissement du dossier de réexamen pour tirer des conclusions à ce sujet sur la ligne 1 après sa rénovation. Réponse : L'exploitant nous a remis en séance des relevés des rejets montrant la possibilité de respecter ces limites sur la ligne 1. Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous une semaine ce qu'il considère constituer le périmètre IED à la fois au titre du dossier de réexamen et au titre du rapport de base.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des produits pulvérulents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 août 2022, article 1
Prescription contrôlée : les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande d'autorisation et de modifications des conditions d'exploitation précités, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Lors de l'inspection du 16 octobre 2020, nous avons constaté une défaillance du système de collecte des REFIOM dans le silo dédié générant des dépôts anormaux dans le bâtiment abritant ce silo. Par ailleurs, nous avons constaté que l'évent du silo de bicarbonate n'était pas visible

depuis le point de dépotage ce qui pouvait conduire, en cas de rupture du filtre à manche de l'évent lors d'un dépotage, à un rejet de bicarbonate non détecté et non maîtrisé. Nous avons demandé à l'exploitant de prendre des dispositions pour éviter les incidents concernant la gestion de ces déchets et produits pulvérulents.

Constats : Lors de l'inspection du 19 janvier 2022, nous avons constaté que les événements des silos de bicarbonate et de REFION avaient été mis sous surveillance caméra. La focale de ces caméras ne permettait toutefois pas de visualiser précisément les événements du stockage de bicarbonate mais un rejet lié à une rupture de filtre à manches pendant un dépotage aurait vraisemblablement été détecté. L'exploitant nous a indiqué que cette focale serait changée rapidement.

Lors de la présente inspection, nous avons constaté que l'événement du silo de REFION était sous surveillance caméra. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer si lors des dépotages de bicarbonate, l'événement du silo contenant ce produit était bien surveillé.

Nous demandons à l'exploitant de nous confirmer sous une semaine que lors des dépotages de bicarbonate les événements du stockage sont sous surveillance vidéo.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 août 2022, article 2.4.3

Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi, régulièrement mis à jour, daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Il fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

Constats : le plan des réseaux nous a été présenté en séance. L'établissement comprend 2 rejets liquides d'origine industrielle qui rejoignent le réseau d'assainissement du SILA après un traitement par décantation. Ces effluents sont issus de :

- la plateforme de mâchefers nord et des voiries attenantes,
- la plateforme de mâchefers sud et des voiries attenantes.

Chaque rejet fait l'objet d'une surveillance. Pour chaque polluant surveillé la concentration déclarée sur l'application GIDAF est la moyenne des 2 analyses pondérée par les débits.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont rejetées au milieu naturel.

Les eaux sanitaires sont rejetées au réseau d'assainissement du SILA.

Le dossier de réexamen précisait qu'en cas de pluies importantes, la surverse du décanteur Nord était reliée aux eaux pluviales. L'exploitant nous a montré sur l'installation la présence d'un bassin à seuil collectant les eaux pluviales issues de la plateforme de mâchefers nord. L'ouvrage est vidé automatiquement par une pompe de 20 m³/h dans le décanteur nord. Si le débit de remplissage du bassin dépasse la capacité de pompage, le surplus d'eau rejoint les eaux pluviales non polluées du site bypassant ainsi le décanteur.

L'exploitant ne connaît pas les volumes ni la fréquence de ces rejets. Il nous a toutefois précisé que d'ici mi 2024, la surface de la plateforme nord de mâchefers serait réduite de 50 à 60 %, ce qui réduirait dans la même proportion le débit d'alimentation du bassin à seuil.

Cet écart nous paraît devoir être traité au plus vite.

Nous demandons à l'exploitant d'établir et de transmettre sous trois mois une solution technique permettant de garantir le traitement de l'intégralité des eaux pluviales de la plateforme de mâchefers nord et des voiries attenantes, même en cas de fortes pluies. Dans ce cadre, les moyens suivants devront en particulier être examinés :

- instrumentation du bassin pour déterminer la fréquence des rejets sans traitement des eaux pluviales et les volumes d'effluents concernés,
- anticipation de la libération d'une partie de la plateforme nord de mâchefers afin de réduire les débits d'eau collectés dans le bassin à seuil,
- augmentation du débit du pompage des eaux du bassin à seuil dans le décanteur,
- fiabilisation du système de pompage par des moyens redondants.

Cette solution technique sera accompagnée d'un planning de réalisation qui ne devra pas s'achever au-delà de la fin de l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 août 2022, article 3.6.3

Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser sur les effluents industriels pré-traités, en amont de leur rejet au réseau d'assainissement :

- en continu, la mesure du pH, de la température, du débit, et de la concentration en substances organiques exprimées en COT (si des difficultés étaient rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, cette mesure pourrait être réalisée à fréquence journalière sur un échantillon ponctuel),
- à fréquence journalière, sur un échantillonnage ponctuel, la mesure de la DCO et des solides en suspension sauf si cette mesure est incompatible avec la nature de l'effluent et notamment lorsque la teneur en chlorure est supérieure à 5g/l.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles sur un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit, des paramètres suivants : MES, COT, DCO, DBO5, métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, CrVI Cu, Ni et Zn), fluorures, cyanures libres, hydrocarbures totaux et A.O.X.

Il doit enfin faire réaliser par un organisme compétent au moins deux mesures par an des dioxines et des furannes.

Constats : Les analyses prescrites sont réalisées. Le pH est mesuré au rejet global de l'établissement, ce qui ne nous paraît satisfaisant. Par ailleurs au niveau du point de rejet correspondant à la plateforme nord de mâchefers, le débit-mètre indiquait 0,4 m3/h alors qu'aucun débit de coulait.

Nous demandons à l'exploitant de fiabiliser sous un mois la mesure du débit au point de mesure du débit de la plateforme nord de mâchefers.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 août 2022, Annexe 3
Prescription contrôlée : Limites prescrites pour les rejets de cuivre : 0,5 mg/l et 0,250 kg/j.
Constats : En mars 2023, une concentration en cuivre de 689 µg/l a été mesurée. L'exploitant nous a indiqué que le jour du prélèvement, la plateforme nord de mâchefers était particulièrement chargée et contenait les mâchefers de janvier à mars 2023. En outre une forte pluie a mobilisé les polluants des mâchefers et a vraisemblablement provoqué le dépassement. Nous demandons à l'exploitant de veiller à transférer régulièrement les mâchefers de la plateforme nord vers la plateforme sud dont les eaux sont traitées par un système plus performants constitués de 2 décanteurs en cascade.
Type de suites proposées : sans suite

N° 6 : Contrôle vidéo des déchargements de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, D.541-48-1 Points I et II
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : Article D. 541-48-1 du Code de l'environnement I. Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 : ... <ul style="list-style-type: none">• aux installations d'incinération de déchets relevant de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. ... II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du Code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : <ul style="list-style-type: none">- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué que le système d'enregistrement fonctionnait mais qu'il ne le maîtrisait pas encore parfaitement. Il nous a transmis une vidéo, par courrier électronique du 6 juin 2023, montrant, depuis deux caméras différentes, le déchargement d'un camion dont on distingue l'immatriculation, le 31 mai à partir de 16h35. Nous demandons à l'exploitant de former très rapidement ses agents à l'utilisation du système d'enregistrement vidéos des déchargements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle vidéo des déchargements de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, D.541-48-1 Points I et II
<p>Prescription contrôlée : IV. Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>...</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats : Les enregistrements vidéos présentent les informations prescrites.</p> <p>L'exploitant n'a pu nous présenter les informations concernant les indisponibilités du système.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous confirmer sous une semaine l'ouverture d'un journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Des dispositions devront en outre être prises pour respecter les durées maximales réglementaires d'indisponibilité.</p>
Type de suites proposées : sans suite